



Positions pour les votations du 25 septembre: deux fois non, une fois oui

Les instances dirigeantes d'economiesuisse, la Fédération des entreprises suisses, ont arrêté leurs positions en vue des votations du 25 septembre 2016. Les deux initiatives «AVSplus» et «Économie verte» sont considérées comme défavorables et rejetées. En revanche, l'organisation soutient la nouvelle loi sur le renseignement.

economiesuisse rejette fermement l'initiative «AVSplus: pour une AVS forte». Cette initiative se trouve en porte-à-faux complet avec la situation financière de l'AVS et la réforme de la prévoyance vieillesse en discussion. L'AVS est dans le rouge, ses dépenses ayant dépassé nettement ses recettes en 2014 et 2015. L'arrivée à la retraite de la génération du baby-boom, l'allongement de l'espérance de vie et une baisse croissante du rapport entre la population active et les retraités représentent des défis de taille. Si rien n'est fait, le déficit de répartition atteindra 7,5 milliards de francs par an d'ici à 2030. En cas d'acceptation de l'initiative, il augmenterait encore de 5,5 milliards de francs annuellement.

De l'absurdité du principe de l'arrosoir

Étendre les prestations sur le principe de l'arrosoir est non seulement onéreux, mais également absurde du point de vue social. Les retraités aisés recevraient un supplément dont ils n'ont pas besoin, tandis que les bénéficiaires de prestations complémentaires seraient parfois moins bien lotis qu'aujourd'hui. Ainsi, les retraités qui perdraient tout droit aux prestations complémentaires (PC)

pourraient voir leur facture fiscale augmenter, car les rentes sont imposables contrairement aux PC. Ils devraient aussi s'acquitter de la redevance radio-tv et ne toucheraient plus de réduction de prime pour l'assurance maladie. Au final, ils vivraient moins bien. Cette initiative n'est certainement pas la bonne solution pour aider les retraités les plus modestes.

Une initiative lourde de conséquences pour les consommateurs

economiesuisse dit également non à l'initiative extrême des Verts «Économie verte». Ses auteurs font fi de la réalité: les entreprises suisses sont déjà leaders mondiaux quand il s'agit de concilier croissance et développement durable. La Suisse figure régulièrement aux premières places de classements internationaux en matière de durabilité. De plus, élève modèle en matière de recyclage, elle atteint des taux dont les autres pays d'Europe ne peuvent que rêver. L'initiative populaire des Verts, qui mise sur de nouvelles prescriptions et taxes d'incitations, sape ces efforts en alourdissant la bureaucratie et en entravant l'innovation. Ce sont en premier lieu les consommateurs qui en subiraient les conséquences. Ils feraient face à un renchérissement général des denrées alimentaires, de la mobilité et du logement. Si la consommation de ressources doit être réduite de plus de 65% d'ici à 2050, des mesures contraignantes incisives et drastiques seraient inéluctables tant du côté des consommateurs que des entreprises. Les changements structurels, abrupts, s'accompagneraient de coûts et de risques économiques élevés. economiesuisse rejette cette initiative radicale.

La sécurité publique prime

Enfin, la Fédération des entreprises suisses recommande d'accepter la nouvelle loi sur le renseignement. La sécurité est également décisive pour la place économique suisse. L'organisation a des réserves en ce qui concerne certains aspects de la révision, mais elle estime primordial que les services de l'État disposent d'instruments efficaces.